

**ASSOCIATION DE GESTION DE LA CROIX ROUGE DE BREST
(A.G.C.R.B.)**

2, rue Mirabeau

29229 BREST Cedex 2

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 août 2023

**ASSOCIATION DE GESTION DE LA CROIX ROUGE DE BREST
(A.G.C.R.B.)**

2, rue Mirabeau

29229 BREST Cedex 2

S O M M A I R E

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

- **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**ASSOCIATION DE GESTION DE LA CROIX ROUGE DE BREST
(A.G.C.R.B.)**

2, rue Mirabeau

29229 BREST Cedex 2

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de gestion DE LA CROIX ROUGE DE BREST (A.G.C.R.B.) relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents communiqués aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents communiqués aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, la mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Larmor-Plage, le 5 février 2024

SAS ECVOLUS

Commissaire aux Comptes

Représentée par Alain TESSIER

Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

Centre d'Affaires Héraclès

2 Boulevard Jean Monnet

56260 LARMOR-PLAGE





ACTIF		2021/2022	2022/2023		
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires		9 902	9 902	
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles		9 902	9 902	
	Terrains	1 058 970	1 984 458	1 045 869	938 590
	Constructions et aménagements	5 812 459	24 675 041	17 706 522	6 968 518
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	28 375	19 377 380	18 832 079	545 300
	Mobilier et matériel de bureau	41 452	372 122	337 501	34 620
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	261 126	1 944 049	1 693 765	250 284
	Immobilisations corporelles en cours	2 129 532	1 114 043		1 114 043
	Avances et acomptes	23 026			
	Immobilisations corporelles	9 354 940	49 467 093	39 615 736	9 851 356
	Participations et créances rattachées	15	15		15
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	236 652	738 871	493 537	245 334
	Autres	961	965		965
	Immobilisations financières	237 628	739 851	493 537	246 315
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	9 592 569	50 216 846	40 119 175	10 097 671
CIRCULANT	Stocks et en-Cours	9 735	2 259		2 259
	Avances et acomptes versés sur commandes	9 889			
	Clients (familles, usagers)	456 541	865 568	476 513	389 055
	Personnel et organismes sociaux	18 498	15 246		15 246
	Etat et autres collectivités publiques	921 562	884 733		884 733
	Fédérations, unions, associations affiliées	2 308	852		852
	Autres	9 683	35 116		35 116
	Créances	1 408 592	1 801 514	476 513	1 325 001
	Placements : valeurs mobilières	237 603	3 711 580	410	3 711 170
	Banques et assimilées	5 574 268	2 380 471		2 380 471
	Caisse	5 667	305		305
	Comptes financiers	5 817 537	6 092 356	410	6 091 946
	Charges constatées d'avance	293 942	396 276		396 276
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 539 695	8 292 406	476 923	7 815 483
= TOTAL ACTIF		17 132 264	58 509 252	40 596 098	17 913 154

(1) voir détail dans l'annexe



PASSIF

2021/2022

2022/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	370 564	370 564
	Fonds propres sans droit de reprise	370 564	370 564
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projets	6 322 339	6 322 339
	Autres		
	Réserves	6 322 339	6 322 339
FD	Report à nouveau	1 125 549	2 185 079
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 059 531	330 595
	Situation nette (sous-total)	8 877 982	9 208 577
	Subventions d'investissement	3 580 069	3 695 391
	Provisions règlementées et autres fonds propres		
	TOTAL FONDS PROPRES	12 458 051	12 903 968
	FONDS REPORTES ET DEDIES	61 977	25 203
	Provisions pour risques	2 308	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	358 181	295 445
	Autres provisions pour charges	65 121	63 711
PROVISIONS	TOTAL PROVISIONS	425 610	359 156
	Capital emprunté	1 135 507	1 756 765
	Autres emprunts et dettes financières	183 213	187 158
	Intérêts courus et concours bancaires	134	425
	Emprunts et dettes financières	1 318 853	1 944 347
	Avances et acomptes reçus	18 761	94 616
	Dettes sur immobilisations	55 306	
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 992 979	1 399 521
	Personnel et organismes sociaux	327 928	473 848
	Etat et autres collectivités publiques	171 770	223 471
DETTES	Clients (familles, usagers)	222 622	164 098
	Fédérations, unions, associations affiliées	9 964	6 658
	Autres	33 262	129 627
	Autres dettes	2 813 831	2 397 223
	Produits constatés d'avance	35 181	188 641
	TOTAL DETTES	4 186 626	4 624 827
	= TOTAL PASSIF	17 132 264	17 913 154

AGCRB
31/08/2023

Compte de résultat réglementaire



Produits d'exploitation	2021/2022	2022/2023
Cotisations	56 487	61 867
Ventes de biens et services	5 931 155	6 237 967
• Ventes de biens	79 476	86 008
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
• Ventes de services	5 851 679	6 151 959
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	5 845 746	6 045 900
• Concours publics et subventions d'exploitation	5 691 816	5 689 036
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
• Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières	153 930	356 864
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	139 630	366 004
Utilisations des fonds dédiés	30 286	66 783
Autres produits	8 414	9 084
Total des produits d'exploitation	12 011 717	12 787 605

Charges d'exploitation	2021/2022	2022/2023
Achats de marchandises	57 783	79 653
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 902 192	5 489 877
Aides financières	17 544	16 908
Impôts, taxes et versements assimilés	346 662	387 030
Salaires et traitements	3 363 119	3 850 451
Charges sociales	1 154 154	1 331 205
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 620 914	1 771 482
Dotations aux provisions	39 995	19 000
Reports en fonds dédiés	61 977	30 009
Autres charges	8 485	92 361
Total des charges d'exploitation	11 572 824	13 067 976
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	438 893	-280 371

Opérations financières	2021/2022	2022/2023
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	832	63 827
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		3 820
Différences positives de change	620	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		3 149
Total des produits financiers	1 452	70 795
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 862	
Intérêts et charges assimilées	15 609	19 558
Différences négatives de change		298
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 408
Total des charges financières	17 471	21 264
RÉSULTAT FINANCIER	-16 019	49 532
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	422 874	-230 839



AGCRB
31/08/2023

Compte de résultat réglementaire



Opérations exceptionnelles	2021/2022	2022/2023
Sur opérations de gestion	22 604	94 480
Sur opérations en capital	654 653	657 357
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels	677 257	751 837
Sur opérations de gestion	40 432	174 129
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles	40 432	174 129
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	636 825	577 709
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	168	16 275
RÉSULTAT NET COMPTABLE	1 059 531	330 595

Contributions volontaires en nature	2021/2022	2022/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Emplois des contributions reçues		



I. Informations générales

1 - Identification de l'association

L'association "AGCRB" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement y compris en apprentissage, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; E. Supérieur et UFA ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux représentant 43.500 m², mis à disposition par la fondation LA SALLE, dans le cadre de baux emphytéotiques et de baux à construction
- 197 salariés OGEC (pour 120 ETP)
- 355 personnels enseignants et 41 AESH mis à disposition par l'Etat

2 - Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice, les charges de personnel ont été impactées fortement, du fait d'une inflation particulièrement soutenue, et du coût de départs de collaborateurs ayant une forte ancienneté.

Par ailleurs, les comptes de gestion enregistrant les mouvements de provisions ou de pertes sur créances représentent un niveau significatif du fait du retard accumulé sur les exercices antérieurs.

3 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant

II. Principes, règles et méthodes comptables

1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/22 au 31/08/23.

2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

4 - Changements comptables

Au cours de l'exercice, les méthodes de calcul des dotations aux amortissements des équipements numériques ont été modifiées. Les durées des plans d'amortissement correspondent désormais aux durées d'usage des biens.

III. Notes sur le Bilan

1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. **Tableau n°2**).

2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. **Tableau n°3**).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. **Tableau n°4**).

4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. **Tableau n°5** le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. **Tableau n°3** le cas échéant).



5 - Fonds propres

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. **Tableau n°6**).

6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. **Tableau n°7**).

6 - Provisions

Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectué via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 3,6 %.

Autres provisions :

Néant

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°8**).

7 - Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations des fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations des fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°9** le cas échéant).

8 - Passifs éventuels

Néant

IV. Notes sur le compte de résultat

1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

2 - Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73. Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. **Tableau n°10**).

3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale.

4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à : 197 salariés - *ce chiffre comprend 120 salariés en nombre et non pas en ETP*

- Cadres : 89 salariés
- Agents de maîtrise : 15 salariés
- Employés : 93 salariés

5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	208 203	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congrés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	258 078	
Etat et collectivités	60 102	
Autres charges à payer	129 627	
Charges à payer	656 010	
Familles et usagers	125 758	Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir	15 620	
Produits à recevoir	141 378	
Charges constatées d'avance	396 276	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
Produits constatés d'avance	188 641	



AGCRB
31/08/2023

Annexes comptables



7 - Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. Il s'agit de régularisations individuellement non significatives, qui n'appellent aucun commentaire particulier.

8 - Autres produits et charges

Néant

V. Autres informations

1 - Informations sur les transactions avec les contreparties

Néant

2 - Engagement financiers donnés et reçus

Néant

3 - Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. **Tableau n°11** le cas échéant).

4 - Contributions volontaires en nature

Néant

5 - Autres informations significatives

Droits de retour sur les biens immobiliers apportés en faveur de l'AGCRB

L'AGCRB a absorbé l'Association Brestoise d'Education Populaire (A.B.E.P) avec effet au 31/12/2015. Le traité de fusion a été ratifié en Assemblée générale ordinaire le 31/03/2016 et intégrait un droit de retour.

La clause de « Droit de retour » liée à l'apport d'actif réalisé au profit de l'Association Propriétaire de l'Enseignement Catholique du Finistère (A.P.E.C.F) est transféré de plein droit à l'A.G.C.R.B., pour les biens suivants :

- Ecole Nd de Bohars, 1 rue de Loguillo, 29 820 BOHARS,
Surface Terrain : 00ha 70 a08 ca, section AK n° 138 et n°147
Surface bâtie : 3103 m²
- Ecole Ste Thérèse Plouzané, La Trinité, 29 280 PLOUZANE,
Surface Terrain : 01ha 12 a 45 ca, section BI n° 159 et n°160
Surface bâtie : 2151 m²
- Ecole Ste Anne, 18 route de la Trinité, 29 280 PLOUZANE,
Surface Terrain : 00ha 36 a 81 ca, section AT n° 49
Surface bâtie : 1765 m²
- Ecole Saint Joseph, 5 rue sœur Paul, 29 850 GOUESNOU,
Surface Terrain : 00ha 48 a 78 ca, section AD n° 144 et n°145
Surface bâtie : 2028 m²
- Ecole Saint Laurent, 14 Rue de Bohars, 29200 BREST,
Surface Terrain : 00ha 70 a 08 ca, section AK n° 138 et n°147
Surface bâtie : 3103 m²
- Ecole Saint André, 10 Rue du Cuirasse BOUVET, 29200 BREST.
Surface Terrain : 00ha 22a 27 ca, section DE n°45
Surface bâtie : 476 m²

La clause de « Droit à retour » permet en cas de dissolution volontaire ou forcée de l'A.P.E.C.F., de récupérer les biens de plein droit. Il en sera de même en cas de changement d'utilisation des biens à des fins n'entrant pas dans le cadre de l'éducation scolaire catholique ou la fermeture de ces établissements scolaires.

AGCRB
31/08/2023

Annexes comptables



Suite à la donation des biens suivants à la Fondation de La Salle par l'Association Bretonne d'Education populaire, La Fondation s'engage à ne pas revaloriser le loyer.

- Ecole Kermaria, rue de Kermaria, 2920 BREST,
Surface Terrain : 00ha 45a 80 ca, section AN n° 22
Surface bâtie : 2 536 m²
- Ecole Dauphiné, 9 rue de Dauphiné, 29 200 BREST,
Surface Terrain : 00ha 69 a 73 ca, section EV n°22
Surface bâtie : 2 886 m²
- Ecole Ange-Gardien, 26 rue de Lostallen, 29200 BREST,
Surface Terrain : 00ha 14 a 16 ca, section AE n° 91 Surface bâtie : 589 m²
- Ecole Saint-Yves, 20 rue de Kerbloas, 29200 BREST,
Surface Terrain : 00ha 56 a 66 ca, section AB n° 88
Surface bâtie : 3320 m²
- Ecole Collège Lycée La Croix Rouge,
2 rue Mirabeau, 29 200 BREST,
Surface Terrain : 01ha 14 a 95 ca, section AP n° 201,202,203,204,205,206,207,208,351,354,387
Surface bâtie : 12 222 m²
- Ecole Saint Jean Baptiste, Rue Nattier Pontanezen, 29200 BREST.
Surface Terrain : 00ha 12 a 24 ca, section HY n°84 et 200
Surface bâtie : 1 624 m²

Droit de reprise sur les subventions accordées par les collectivités

Subvention Régionale liée aux investissements :

En cas de désaffectation prématurée du bien financé, de revente ou de résiliation anticipée des biens financés par des subventions régionales, le bénéficiaire remboursera, sauf avis contraire de la région, l'aide financière accordée au prorata du temps d'affectation (5 ans pour les équipements, 15 ans pour les immeubles et agencements). Au 31/08/2023, le montant du droit reprise est estimé à 4 645 386 €.

Subvention Départementale liée aux investissements :

En cas de désaffectation prématurée du bien financé, de revente ou de résiliation anticipée des biens financés par des subventions départementales, le bénéficiaire remboursera, sauf avis contraire du département, l'aide financière accordée au prorata du temps d'affectation (5 ans pour les équipements, 10 ans pour les immeubles et agencements). Au 31/08/2023, le montant du droit reprise est estimé à 465 226 €.

Honoraires :

Les honoraires du commissariat aux comptes ont été comptabilisés sur l'exercice 2022/2023 pour un montant de 10 760 €.



AGCRB
31/08/2023

Annexes comptables - Tableaux



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	9 902				9 902
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles	9 902				9 902
Terrains (y compris aménagements de terrains)	1 984 458				1 984 458
Constructions et aménagements	22 348 847	2 326 194			24 675 041
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	18 753 722	623 658			19 377 380
Mobilier et matériel de bureau	356 785	15 336			372 122
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 880 034	64 015			1 944 049
Immobilisations corporelles en cours	2 129 532		1 015 488		1 114 043
Avances et acomptes	23 026		23 026		
Immobilisations corporelles	47 476 404	3 029 203	1 038 515		49 467 093
Participations et créances rattachées	15				15
Autres titres immobilisés					
Prêts	730 189	8 682			738 871
Autres	961	4			965
Immobilisations financières	731 165	8 686			739 851

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	9 902				9 902
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles	9 902				9 902
Terrains (y compris aménagements de terrains)	925 488	120 380			1 045 869
Constructions et aménagements	16 536 388	1 170 135			17 706 522
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	18 725 347	106 733			18 832 079
Mobilier et matériel de bureau	315 334	22 168			337 501
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 618 908	74 857			1 693 765
Immobilisations corporelles	38 121 464	1 494 272			39 615 736

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
DEPRECIATIONS				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	493 537			493 537
Stocks et en-cours				
Comptes usagers (familles, élèves)	370 860		277 210	476 513
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement	4 230		3 820	410
Total	868 626	277 210	175 376	970 460
DOT.				
Dotations/reprises d'exploitation			277 210	
Dotations/reprises financières				3 820
Dotations/reprises exceptionnelles				

Annexes comptables - Tableaux



Tableau n°4a - Etat des échéances des créances	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées	15		15
Autres titres immobilisés			
Prêts	738 871		738 871
Autres	965		965
Créances de l'actif immobilisé	739 851		739 851
Créances clients (familles, usagers)	865 568	865 568	
Créances personnel et organismes sociaux	15 246	15 246	
Créances Etat et autres collectivités publiques	884 733	884 733	
Autres créances	35 968	35 968	
Créances de l'actif circulant	1 801 514	1 801 514	
TOTAL CREANCES	2 541 365	1 801 514	739 851

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	1 756 765	354 710	947 594	454 461	
Autres emprunts et dettes assimilées	187 158			187 158	
Intérêts courus et concours bancaires	425	425			
Dettes financières	1 944 347	355 135	947 594	641 618	
Dettes fournisseurs	1 399 521	1 399 521			
Dettes personnel et organismes sociaux	473 848	473 848			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	223 471	223 471			
Autres dettes	300 383	300 383			
Autres dettes	2 397 223	2 397 223			
TOTAL DETTES	4 341 570	2 752 358	947 594	641 618	

Tableau n°5 - Valeurs mobilières de placement	Valeur comptable	Valeur de marché	+/- value latente
VMP - AMUNDI Rendement plus	61 580	61 170	-410



Tableau n°6 - Variation des fonds propres		Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires	370 564				370 564
	Fonds propres sans droit de reprise	370 564				370 564
	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires					
	Fonds associatifs avec droit de reprise					
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves pour projets	6 322 339				6 322 339
	Autres					
	Réserves	6 322 339				6 322 339
	Report à nouveau	1 125 549	1 059 531			2 185 079
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 059 531	-1 059 531	330 595		330 595
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)		8 877 982		330 595		9 208 577
Subventions d'investissement		3 580 069		1 029 470	914 148	3 695 391
Provisions réglementées et autres fonds propres						
= TOTAL FONDS PROPRES		12 458 051		1 360 065	914 148	12 903 968

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
SUBV.	Subventions d'investissement Région	15 314 209	915 927	227 340	16 002 796
	Subventions d'investissement Département	1 804 254	113 543	29 451	1 888 346
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	2 697 659			2 697 659
	Autres subventions d'investissement	44 450			44 450
	Total subventions d'investissement	19 860 572	1 029 470	256 791	20 633 251
AMORT.	Subventions d'investissement Région virées au résultat	12 240 525	519 508		12 760 032
	Subventions d'investissement Département virées au résultat	1 434 561	99 458		1 534 019
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat	2 586 367	32 041		2 618 409
	Autres subventions d'investissement virées au résultat	19 050	6 350		25 400
	Total subventions d'investissement virées au résultat	16 280 503	657 357		16 937 860

Tableau n°7 bis - Retraitement des subventions d'investissement		A l'ouverture	Impact changement méthode ANC 2018-06	
		Montant nominal global (cptes 1026 et 1036)	Montant nominal global (cptes 131)	Montant restant à virer au résultat (cptes 131-139)
Subv. d'invest. affectées à des biens renouvelables				

Tableau n°8 - Mouvements des provisions		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
PROV.	Provisions pour risques	2 308		2 308	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	358 181		62 736	295 445
	Autres provisions pour charges	65 121	19 000	20 410	63 711
	Total	425 610	19 000	85 454	359 156
DOT.	Dotations/reprises d'exploitation		19 000	85 454	
	Dotations/reprises financières				
	Dotations/reprises exceptionnelles				



AGCRB
31/08/2023

Annexes comptables - Tableaux



Tableau n°9 - Mouvements des Fonds dédiés	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: reports	Diminutions: utilisations en cours d'exercice	Fonds restant à utiliser à la clôture	Dont projets sans dépense depuis 2 ans ou plus
Subventions d'exploit.		61 977	30 009	66 783	25 203	
Contrib. financières						
Legs/donations						
TOTAL		61 977	30 009	66 783	25 203	

Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions	2021/2022	2022/2023
Aides à l'emploi et au développement des compétences	32 809	12 834
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP	58 775	33 621
Financement des formations par apprentissage	2 879	14 800
Forfait d'externat Etat	1 829 574	1 879 501
Forfait d'externat Région	2 031 547	2 069 114
Forfait d'externat Département	359 006	421 173
Forfait d'externat Communes et groupements de communes	1 101 859	1 054 405
Forfaits d'externat	5 321 986	5 424 194
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	2 879	14 800
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics	-2 879	-14 800
Sous-total concours publics	5 416 448	5 485 448
Subventions Etat	14 799	8 349
Subventions Région	156 324	57 661
Subventions Département	14 671	11 416
Subventions Communes et groupements de communes	9 192	
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne	67 975	105 418
Autres subventions d'exploitation	12 407	20 744
Reports de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	275 368	203 588
TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	5 691 816	5 689 036

Tableau n°11 - Engagements pris en matière de crédit-bail	Redevances payées	
	2022/2023	Cumulées
Immobilier		
Matériels et équipements		
Autres immobilisations		
TOTAL		

	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	≤ 1 an	> 1an et ≤ 5ans	> 5 ans	Cumulées	
Immobilier					
Matériels et équipements					
Autres immobilisations					
TOTAL					

Comparaison de coûts si acquisition en plein propriété	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		2022/2023	Cumulées	
Immobilier				
Matériels et équipements				
Autres immobilisations				
TOTAL				

**ASSOCIATION DE GESTION DE LA CROIX ROUGE DE BREST
(A.G.C.R.B.)**

2, rue Mirabeau

29229 BREST Cedex 2

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 août 2023

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées Exercice clos le 31 août 2023

Réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2023

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE DES ADHERENTS

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Première convention : Contribution de solidarité en faveur du réseau LASALLIEN

Personnes concernées : La Fondation de La Salle, membre du Conseil d'Administration

Nature et objet : L'Association de Gestion de la Croix Rouge de Brest (A.G.C.R.B.) verse à la Fondation de La Salle une contribution de solidarité destinée à financer les établissements scolaires en difficulté du réseau Lasallien.

Modalités : La cotisation est appelée sur la base d'une cotisation forfaitaire fixée selon la filière et le niveau scolaire multipliée par le nombre d'élèves de l'établissement. Le montant versé par l'Association de Gestion de la Croix Rouge de Brest (A.G.C.R.B.) pour l'année scolaire 2022/2023 s'élève à 11 507 €.

Deuxième convention : Aide au maintien de l'ouverture de l'Ecole Saint Jean Baptiste

Personnes concernées : La Fondation de La Salle, et l'UDOGEC du Finistère, membres du Conseil d'Administration

Nature et objet : La Fondation de La Salle et l'UDOGEC du Finistère participe au financement de la perte dégagée par l'école Saint Jean Baptiste à parts égales avec et l'Association de Gestion de la Croix Rouge de Brest (A.G.C.R.B.).

Modalités : L'AGCRB a facturé la somme de 7 063 € à la Fondation La Salle, et 7 063 € à l'UDOGEC du Finistère.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE DES ADHERENTS

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Dans le cadre de la procédure d'information sur les conventions réglementées, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Troisième convention : Signature des nouveaux baux avec la Fondation de La Salle

Personnes concernées : La Fondation de La Salle, membre du Conseil d'Administration

Nature et objet : La Fondation de La Salle et l'Association de Gestion de la Croix Rouge de Brest (A.G.C.R.B.) ont conclu le 22 septembre 2022 de nouveaux baux pour une période de trente ans du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2052. la mise à disposition des ensembles immobiliers actuellement utilisés par l'établissement scolaire. Ces baux concernent les sites ci-dessous :

- Ecole de Kermaria (40 rue de Kermaria)
- Ecole du Dauphiné (22 rue du Dauphiné)
- Ecole de l'Ange Gardien (26 rue de Lostallen)
- Ecole de Saint Yves (20 rue de Kerbloas)
- Le campus scolaire de la Croix Rouge (2 rue Mirabeau)

Les baux sont conclus sous forme :

- Emphytéotique pour :
 - Le Dauphiné
 - L'ange Gardien
 - Saint Yves

- De bail à construction pour :
 - Kermaria
 - Le campus scolaire de la Croix Rouge

Modalités : Pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023, l'Association de Gestion de la Croix Rouge de Brest (A.G.C.R.B.) a comptabilisé en charge les loyers suivants :

○ Le Dauphiné	4 480,12 €
○ L'Ange Gardien	1 814,16 €
○ Saint Yves	3 918,26 €
○ Kermaria	6 427,14 €
○ Le campus scolaire de la Croix Rouge	89 962,05 €

Les loyers sont payables par trimestre d'avance au début de chaque trimestre civil.

Telles sont, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les informations pour lesquelles nous avons à vous faire rapport et sur lesquelles vous avez à vous prononcer.

Fait à Larmor-Plage, le 5 février 2024

SAS ECVOLUS

Commissaire aux Comptes

Représentée par Alain TESSIER

Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

Centre d'Affaires Héraclès

2 Boulevard Jean Monnet

56260 LARMOR-PLAGE

